

Mario Draghi Premier ministre de l'Italie : une situation peu enviable



Mario Draghi vient d'être nommé Premier ministre de l'Italie. Il va goûter à la joie de devoir imposer l'austérité à son pays tout en essuyant les féroces critiques de ses anciens collègues de la Banque centrale européenne. Par Vincent Brousseau, ancien économiste à la BCE.

AL'AUTOMNE 2019, un certain nombre d'anciens banquiers centraux de tout premier rang ont cosigné un mémorandum fort critique sur l'euro et sur Mario Draghi. On peut en retrouver le texte [ici](#) (en anglais). Je l'avais présenté lors d'une émission de TV Libertés, **Politique & Éco n° 233**. J'y expliquais que la principale critique, et la plus venimeuse, faite par ce mémorandum était que Mario Draghi était soupçonné par ses anciens collègues d'avoir agi avant tout dans les intérêts de son propre pays (principalement par l'énormité du *quantitative easing* auquel la BCE s'adonnait), et contre, donc, ceux des autres pays membres de l'euro (à partir de 18 min 48 s dans la vidéo).

Ce qui veut dire que l'Union économique et monétaire, qui est censée être à l'avantage de tous, n'a en fait pas fonctionné pour l'avantage de tous, mais pour l'avantage d'un seul (l'Italie) au détriment de tous les autres. Une chose qui sape dans son fondement la justification même de l'euro, et justifie la colère — on peut dire la rage — des signataires du mémorandum.

Mais le karma est taquin.

Le 3 février 2021, voici que Mario Draghi devient le Premier ministre de son pays. Il n'est

plus en mesure d'aider ledit pays en qualité de puissant président de la BCE, il se retrouve dans la position inverse, celle du quémendeur. L'Italie est toujours, comme en 2019, prise à la gorge, sa possibilité de boucler ses fins de mois dépend de la taille du *quantitative easing* de la BCE, mais ce n'est plus lui qui en décide.

Pour tout arranger, il hérite de la tâche d'imposer à ses concitoyens ce qu'ils ne veulent précisément pas : de l'austérité, davantage d'austérité, toujours plus d'austérité, en raison des contreparties du fameux plan de relance de l'Union européenne. **Le voici pris entre deux feux. Entre les pays du Nord qui lui reprochent d'avoir été partial en leur défaveur et en faveur de l'Italie lorsqu'il fut président de la BCE, et l'opinion de l'Italie qui lui reproche de sacrifier la vie des Italiens à ses lubies européistes.** Une situation peu enviable ! C'est là un exercice d'équilibrisme dans lequel il va pouvoir donner toute sa mesure. S'il s'en tire, il faudra lui reconnaître une adresse hors du commun. Mais ses chances sont minces.

Vincent BROUSSEAU
Responsable des questions monétaires
à Génération Frexit